

**MINISTÈRE DES FINANCES,
MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE
ET MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL**

Liste des entrepreneurs enregistrés (203e supplément)

Le 203e supplément à la liste est publié en supplément au *Moniteur belge* du 29 septembre 1995, sous les folios - 1 - à - 8 -.

**MINISTERIE VAN FINANCIËN,
MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG
EN MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID**

Lijst van de geregistreerde aannemers (203e aanvulling)

De 203e aanvulling van de lijst wordt gepubliceerd in bijvoegsel tot het *Belgisch Staatsblad* van 29 september 1995, onder pagina's - 1 - tot - 8 -.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

[S - C - 7196]

Institut géographique national

**Règlement d'ordre intérieur du Conseil de direction
de l'Institut géographique national**

Article 1^{er}. La composition du Conseil de direction est fixée par l'article 53 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, rendu applicable aux agents des organismes d'intérêt public par l'article 16 de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public.

Art. 2. Le Conseil de direction est présidé par le fonctionnaire dirigeant. En l'absence ou en cas d'empêchement du président, celui-ci est remplacé par le fonctionnaire dirigeant adjoint.

Art. 3. Le Conseil de direction se réunit au moins deux fois par an.

Art. 4. Le Conseil de direction se réunit à l'initiative du président ou sur demande écrite d'au moins deux membres. Le président fixe la date de la réunion et établit l'ordre du jour. Il y porte d'office toute question relevant de la compétence du Conseil de direction ou qui lui est soumise par le Ministre de tutelle. Chaque point inscrit à l'ordre du jour fait, sauf urgence, l'objet d'une note introductive succincte.

A la demande d'un membre qui soumet à cet effet la note introductive, des points peuvent être ajoutés à l'ordre du jour pour autant que tous les membres du Conseil soient présents et qu'ils aient marqué leur accord.

Les affaires inscrites à l'ordre du jour doivent être examinées dans l'ordre de leur inscription sauf si la moitié au moins des membres présents demande une modification au rôle d'inscription.

Les convocations émanent du président. Les documents à traiter sont annexés à la convocation et envoyés aux membres du Conseil de direction. Les membres doivent être en possession de la convocation et des annexes au moins huit jours calendrier avant la réunion.

Art. 5. Les membres du Conseil de direction peuvent en tout temps consulter les archives de celui-ci et les pièces des dossiers administratifs pour autant qu'elles se rapportent à un point de l'ordre du jour.

Art. 6. A l'initiative du président et avec l'accord de la majorité des membres en fonction du Conseil de direction, d'autres personnes peuvent être invitées à participer à la réunion en ce qui concerne la présentation de certains dossiers.

Art. 7. Le président ouvre et clôture les séances, dirige les débats et se charge du bon déroulement des réunions.

Le président examine si la condition visée à l'article 8 est remplie.

Art. 8. Le Conseil de direction ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres sont présents. Si ce quorum n'est pas atteint, le Conseil peut, après une deuxième convocation délibérer valablement sur le même ordre du jour quel que soit le nombre de membres présents. Le Conseil ne peut délibérer si seuls sont présents des membres appartenant à un même rôle linguistique.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

[S - C - 7196]

Nationaal Geografisch Instituut

**Huishoudelijk reglement van de Directieraad
van het Nationaal Geografisch Instituut**

Artikel 1. De samenstelling van de Directieraad wordt bepaald bij artikel 53 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, dat op het personeel van de instellingen van openbaar nut toepasselijk werd gemaakt bij artikel 16 van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut.

Art. 2. De Directieraad wordt voorgezeten door de leidend ambtenaar. Bij afwezigheid of verhindering, wordt de voorzitter vervangen door de adjunct leidend ambtenaar.

Art. 3. De Directieraad komt minstens tweemaal per jaar bijeen.

Art. 4. De Directieraad komt bijeen op initiatief van de voorzitter of op schriftelijk verzoek van minstens twee leden. De voorzitter legt de datum van de vergadering vast en stelt de agenda op. Elke aangelegenheid die tot de bevoegdheid van de Directieraad behoort of die door de voogdijminister aan de voorzitter is voorgelegd wordt ambtshalve op de agenda ingeschreven. Behalve in dringende gevallen wordt voor elk agendapunt een beknopte inleidende nota opgesteld.

Op verzoek van een lid dat de inleidende nota voorlegt, kunnen punten op de agenda worden bijgevoegd, mits alle leden van de raad aanwezig zijn en hun instemming hebben betuygd.

De punten moeten worden besproken in de volgorde van hun inschrijving op de agenda, behalve wanneer minstens de helft van de aanwezige leden die volgorde wil wijzigen.

De oproepingen gaan uit van de voorzitter. De te behandelen documenten worden bij de oproeping gevoegd en naar de leden van de Directieraad verstuurd. De leden moeten minstens acht kalenderdagen voor de vergadering in het bezit zijn van de oproeping en de bijlagen.

Art. 5. De leden van de Directieraad mogen het archief van de raad en de administratieve dossiers die betrekking hebben op een agendapunt te allen tijde raadplegen.

Art. 6. Op initiatief van de voorzitter en met de instemming van de meerderheid van de leden in functie, kunnen andere personen worden verzocht de vergadering bij te wonen om bepaalde dossiers voor te leggen.

Art. 7. De voorzitter opent en sluit de vergaderingen, hij leidt de debatten en zorgt voor het goede verloop van de vergaderingen.

De voorzitter gaat na of de voorwaarde die in artikel 8 gesteld is wordt vervuld.

Art. 8. De Directieraad kan slechts geldig beraadslagen en beslissen indien de meerderheid van de leden aanwezig is. Indien het quorum niet bereikt is, kan de raad na een tweede oproeping voor dezelfde agenda geldig beraadslagen en beslissen ongeacht het aantal aanwezige leden. De raad kan niet beraadslagen en beslissen indien enkel leden van eenzelfde taalrol aanwezig zijn.

Art. 9. Les décisions sont prises à la majorité des voix, les abstentions n'étant pas prises en compte. En cas de parité de voix, la voix du président est prépondérante.

Lorsque, en matière disciplinaire, un membre du Conseil de direction a pris part aux poursuites et formulé à ce titre la proposition provisoire de peine, il s'abstient de prendre part aux délibérations et au vote sur la proposition définitive de peine.

Quand le Conseil de direction intervient à titre consultatif, les avis émis par les membres sont consignés au procès-verbal et joints aux propositions soumises aux autorités compétentes.

Art. 10. § 1er. Toute décision individuelle prise à l'égard d'un agent a lieu après discussion générale au scrutin secret. En cas de parité de voix, la proposition est rejetée.

En cas de rejet, d'autres propositions peuvent être soumises au vote.

§ 2 Lorsque le Conseil de direction doit se prononcer sur un classement de candidats, les membres votent par scrutin secret sur la proposition établie à l'issue de la discussion générale visée § 1er.

Chaque membre établit par scrutin secret son classement préférentiel par ordre décroissant.

Art. 11. Dans le cas où conformément à la loi un agent peut être entendu par le Conseil, l'intéressé est tenu de comparaître en personne, sauf s'il a un empêchement légitime.

Il peut se faire assister pour sa défense par la personne de son choix. La présence à la séance des personnes convoquées se limite à la discussion du point au sujet duquel elles sont interrogées.

L'agent comparissant devant le Conseil est entendu et interrogé dans la langue de son rôle.

Art. 12. Les personnes présentes lors d'une réunion du Conseil et qui sont candidates à une promotion ou à un changement de grade quittent la séance pendant le traitement du point pour lequel elles sont intéressées.

Art. 13. Le Conseil désigne son secrétaire parmi les fonctionnaires de niveau 1.

Le secrétaire :

- remplit sa mission sous l'autorité et la direction du président;
- rédige les procès-verbaux des séances;
- transmet les avis et décisions du Conseil aux autorités compétentes sous la signature du président;
- est responsable des archives.

Art. 14. Un projet de procès-verbal est transmis aux membres du Conseil de direction au plus tard huit jours après la séance. Ce procès-verbal sera soumis à l'approbation du Conseil lors de la séance suivante.

Art. 15. Le procès-verbal de la réunion est signé par tous les membres du Conseil de direction.

Art. 16. La convocation et le procès-verbal de la réunion sont rédigés en français et en néerlandais.

Art. 17. Le président, les membres et toute personne associée aux activités du Conseil sont liés par le secret en ce qui concerne les débats et délibérations, ainsi que pour toute information dont ils auraient eu connaissance dans l'exercice de leur mission.

Art. 18. Le présent règlement d'ordre intérieur entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. De beslissingen worden bij meerderheid van stemmen genomen. Onthoudingen worden niet meegeteld. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Voor tuchtzaken mag een lid van de Directieraad, dat aan de vervolging heeft deelgenomen en het voorlopige strafvoorstel heeft geformuleerd, noch aan de beraadslagingen noch aan de stemming over het definitieve strafvoorstel deelnemen.

Wanneer de Directieraad raadgevend optreedt, worden de verschillende standpunten van de leden genoteerd en gevoegd bij de voorstellen die aan de bevoegde overheid worden voorgelegd.

Art. 10. § 1. Elke individuele beslissing aangaande een personeelslid wordt bij geheime stemming, genomen na een algemene discussie. Bij staking van stemmen wordt het voorstel verworpen.

Indien het voorstel verworpen is, kunnen andere voorstellen in stemming worden gebracht.

§ 2. Wanneer de Directieraad zich moet uitspreken over een rangschikking van kandidaten, wordt een geheime stemming gehouden over het voorstel dat na afloop van de onder § 1 vermelde algemene discussie werd geformuleerd.

Bij geheime stemming maakt elk lid zijn rangschikking op in afnemende volgorde van voorkeur.

Art. 11. Indien een personeelslid volgens de wet door de raad mag worden gehoord, moet de betrokkene persoonlijk verschijnen, tenzij hij om gegronde redenen verhinderd is.

Hij mag zich voor zijn verdediging laten bijstaan door de persoon van zijn keuze. De opgeroepen mogen op de vergadering slechts aanwezig zijn tijdens de bespreking van het punt waarover ze onderzocht worden.

De ambtenaar die voor de raad verschijnt wordt gehoord en onderzocht in de taal van zijn taalrol.

Art. 12. De personen die aanwezig zijn op een vergadering van de raad en die kandidaat zijn voor een bevordering of verandering van graad verlaten de vergadering tijdens de bespreking van het punt waarbij ze betrokken zijn.

Art. 13. De raad kiest een secretaris onder de ambtenaren van niveau 1.

De secretaris :

- vervult zijn opdracht onder het gezag en de leiding van de voorzitter;
- stelt de notulen van de vergaderingen op;
- stuurt de adviezen en beslissingen van de raad door naar de bevoegde overheid; die documenten moeten voorzien zijn van de handtekening van de voorzitter;
- is verantwoordelijk voor het archief.

Art. 14. Een ontwerp van notulen wordt doorgestuurd naar de leden van de Directieraad uiterlijk acht dagen na de vergadering. Die notulen worden tijdens de volgende vergadering ter goedkeuring voorgelegd.

Art. 15. De notulen van de vergadering worden ondertekend door alle leden van de Directieraad.

Art. 16. De oproeping en de notulen van de vergadering worden in het Frans en het Nederlands opgesteld.

Art. 17. De voorzitter, de leden en alle personen die aan de activiteiten van de raad deelnemen, zijn verplicht tot geheimhouding van de debatten en beraadslagingen, alsook van elke informatie waarvan ze kennis zouden hebben gehad tijdens de uitvoering van hun opdracht.

Art. 18. Dit huishoudelijk reglement treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.